

Attaque, suspension, aide russe, détournement : résumé des réseaux sociaux

Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : nouvelles tendances au Sahel

05 Aout 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 21 juillet - 3 août 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



RÉSUMÉ : Entre le 21 juillet et le 3 août 2025, **263 publications publiques** sur les réseaux sociaux liées au secteur de l'aide humanitaire au Niger, au Mali et au Burkina Faso ont généré **1 412 commentaires**. L'engagement sur ces plateformes a fortement augmenté entre le 28 juillet et le 3 août, principalement en raison d'un élan de condoléances suscité par le décès d'un travailleur humanitaire local au Mali. Les réactions en ligne à d'autres événements — notamment la suspension pour trois mois de l'INSO, les dons alimentaires russes au PAM au Burkina Faso, ainsi que des allégations de détournement de l'aide au Mali — ont continué d'alimenter un discours polarisé à l'égard des acteurs internationaux.

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [Félicitation](#) (14-20 juillet) | [Bon Debarras](#) (07-13 juillet) | [Donner La Raison De La Suspension](#) (23-29 juin) | [On Ne Peut Jamais Leur Faire Confiance](#) (16-22 juin) | [Que Le Burkina Emboîte Aussi Le Pa](#) (02-15 juin) | [Tout](#)

Correction : un problème de géolocalisation a affecté les données du 14 au 20 juillet

Dans notre précédent rapport couvrant la période du **14 au 20 juillet**, nous avons signalé une forte baisse de l'engagement autour des acteurs de l'aide humanitaire, avec seulement 19 commentaires enregistrés sur l'ensemble des contenus faisant référence aux agences des Nations Unies, aux ONG internationales ou locales — soit le total hebdomadaire le plus bas depuis le début du suivi en mars 2025. Cependant, un problème de géolocalisation affectant l'IA de surveillance des réseaux sociaux utilisée dans notre analyse a depuis été identifié. Le système semble avoir sous-détecté les publications en provenance du Mali, du Burkina Faso et du Niger en raison d'une erreur technique dans le marquage de localisation fondé sur l'adresse IP. Par conséquent, le faible nombre de commentaires rapporté pour cette semaine ne reflète probablement pas un ralentissement réel de l'activité, comme nous l'avions initialement supposé. Le problème technique n'a pas encore été entièrement résolu, et nous ne pouvons pas confirmer que les chiffres pour la période suivante (21 juillet - 3 août) soient complets. Il est donc possible que ce rapport sous-estime également le volume de publications en provenance d'adresses IP situées dans les trois pays du Sahel. L'analyse ci-dessous repose sur les données disponibles au 4 août 2025. Nous fournirons une évaluation mise à jour dès que le problème technique aura été corrigé et que les données rétroactives auront pu être retraitées.

Récits principaux

Hommage en ligne à un travailleur humanitaire tué au Mali

Le 28 juillet, un média local malien a publié sur Facebook un communiqué d'une ONG locale annonçant le décès d'un de ses employés lors d'un incident sécuritaire survenu dans le centre du pays. Le message relatait une attaque armée contre un véhicule transportant des fournitures destinées aux populations déplacées, qui a fait deux morts — dont le travailleur humanitaire — ainsi que plusieurs blessés graves.

Cette publication a suscité 1 114 commentaires, un chiffre exceptionnellement élevé par rapport à la moyenne hebdomadaire du projet de surveillance des réseaux sociaux, qui enregistre habituellement environ 500 commentaires pour l'ensemble des contenus liés à l'aide humanitaire par semaine. Bien que

ce volume modifie la moyenne, l'ampleur de l'engagement est compréhensible au vu de la gravité de l'événement.

Aucune réaction publique à la mort d'un travailleur humanitaire n'avait été observée sur les réseaux sociaux depuis au moins janvier 2025 dans le cadre de ce projet. Fait particulièrement notable : la totalité des commentaires exprimait des messages de sympathie ou de condoléances. **Aucun propos anti-aide, aucune instrumentalisation politique ni appel à la violence n'a été relevé parmi les réactions.** Par ailleurs, aucune autre publication relative à cet incident n'a été identifiée durant la période de surveillance à partir de comptes localisés (via adresse IP) au Mali, au Burkina Faso ou au Niger.

Ce que cela nous apprend

- Cet incident montre que la mort d'un travailleur humanitaire local peut susciter une forte réaction empathique de la part du public, même dans des contextes politiquement sensibles. Le ton respectueux des commentaires suggère que le personnel humanitaire local est reconnu et apprécié par les communautés
- Pour les organisations humanitaires, cela met en évidence une distinction notable dans la perception de l'aide par le public : alors que les institutions humanitaires internationales peuvent faire l'objet de critiques ou de méfiance — notamment dans des environnements marqués par le conflit — les travailleurs humanitaires individuels, et en particulier ceux issus d'ONG nationales, suscitent majoritairement des réactions de soutien et de solidarité. Ce contraste est illustré par le dernier incident violent recensé contre une ONG internationale à Djibo, au Burkina Faso, en [juillet 2024](#), qui n'avait pas généré de manifestations de solidarité comparables.

Suspension de trois mois de l'Organisation internationale pour la sécurité des ONG (INSO) au Burkina Faso

Entre le 31 juillet et le 2 août, 13 publications Facebook émanant de plateformes de médias édités — 11 au Burkina Faso et 2 au Mali — ont rapporté la suspension temporaire, pour une durée de trois mois, de l'Organisation internationale pour la sécurité des ONG (INSO). Cette suspension est intervenue en raison de la collecte présumée de données sensibles sans autorisation appropriée. Au total, ces publications ont généré 65 commentaires publics — un volume modéré compte tenu de la sensibilité du sujet. La majorité des commentaires (83 %) ont exprimé un soutien clair à la décision. Comme lors des suspensions de [juin 2024](#), de nombreux commentaires ont présenté cette mesure comme nécessaire ou justifiée, invoquant fréquemment la souveraineté nationale, la sécurité publique et le respect des réglementations. Plusieurs utilisateurs ont qualifié les ONG de vecteurs potentiels de transmission d'informations sensibles, utilisant des termes récurrents tels que « espionnage » ou « intentions cachées ». Des expressions comme « le pays est gouverné » ou « merci au gouvernement » laissent entrevoir une forme d'adhésion plus large aux décisions récentes de l'État à l'égard des acteurs internationaux, du moins parmi les commentateurs ayant réagi en ligne.

Environ 17 % des commentaires étaient neutres, ne formulant ni critique ni approbation explicite. Certains de ces commentaires demandaient des précisions sur la nature des données prétendument collectées sans autorisation, ou encourageaient une meilleure communication entre les autorités et le public quant à la définition des informations sensibles.

“Il faudrait même sensibiliser les travailleurs en particulier ceux des sociétés internationales et ONG et projets qui pourraient faire un "job" où ils récoltent et transmettent des données sensibles à des Tiers "ennemis" sans le savoir sous couvert du "secret professionnel" de leurs contrats de travail...”

“Pourquoi 3 mois ? Soyez intraitables avec tout ceux qui ne nous respectent pas, et dont les activités portent atteinte à notre sécurité nationale. Vous savez bien que ces ONG ne sont que des couvertures.”

Ce que cela nous apprend

- Les réactions en ligne à la suspension temporaire de l'INSO suggèrent que les récentes suspensions continuent de trouver un écho auprès d'une partie des utilisateurs des réseaux sociaux qui choisissent de partager leur opinion sur le sujet. Bien que cet échantillon ne reflète pas l'ensemble de l'opinion publique, il met en évidence un discours dominant en ligne qui considère que le renforcement de la surveillance des organisations internationales est à la fois opportun et justifié.
- Dans le même temps, le petit nombre de commentaires neutres témoigne d'un intérêt, certes limité, pour une plus grande transparence et un dialogue autour des motivations et des implications de telles décisions.

La donation de denrées alimentaires par la Russie au PAM au Burkina Faso suscite des réactions mitigées

Entre le 22 et le 28 juillet, cinq publications Facebook émanant de plateformes médiatiques ont rapporté le don de 700 tonnes de denrées alimentaires par la Russie au Programme alimentaire mondial (PAM), destiné aux populations vulnérables au Burkina Faso. Ces publications étaient accompagnées d'images illustrant la cérémonie de remise du don.

L'engagement du public est resté limité, avec seulement 31 commentaires recensés au total. Environ 65 % de ces commentaires (soit 20) étaient neutres ou positifs, décrivant la Russie comme un « *partenaire fiable* » ou saluant ce geste comme une preuve concrète de soutien.

“Retenez que cela est un geste d'amitié sinon nous avons des milliers des Burkinabès actuellement en formation dans plusieurs domaines en Russie pour le bonheur du peuple Burkinabès merci !”

“Merci à poutine,je voudrais qu'il nous donne les tracteurs,et favoriser la formation pour la fabrication des herbicides et engrais.”

En revanche, 35 % des commentaires (11 au total) ont exprimé des opinions critiques s'inscrivant dans un discours plus large de remise en question de l'aide. Certains utilisateurs ont mis en doute la valeur à long terme de ce type de soutien, le qualifiant d'outil d'influence géopolitique ou de « *néocolonialisme* », tandis que d'autres ont appelé à privilégier des investissements structurels. Quelques commentaires ont également exprimé des réserves quant au rôle du PAM en tant que canal de distribution de l'aide.

“Tout ça pour mieux nous coloniser, surtout quand on voit que leurs "aides" n'ont pas empêché la chute d'Assad. La Russie, c'est juste une autre forme de colonisateur. Pas de souveraineté quand on est sous influence russe.”

“Pour moi , nous avons d'autres structures plus sûres que le PAM.”

Ce que cela nous apprend

- Bien que le don ait été substantiel, il n'a suscité qu'un engagement relativement modeste sur les réseaux sociaux. Les réactions, bien que diverses, révèlent qu'une part significative des commentaires portait moins sur le donateur en tant que tel que sur les dynamiques générales de l'aide internationale. Cela souligne les tensions persistantes autour de l'utilité perçue et des intentions prêtées à ce type d'assistance.
- Cette situation met en évidence la nécessité d'une communication plus claire et contextualisée autour des efforts d'aide. Expliquer non seulement *ce qui* est fourni, mais aussi *comment*, *pourquoi*, *ou*, *quand* et *avec qui* l'aide est mise en œuvre, pourrait contribuer à réduire le scepticisme et à encourager un débat public plus informé.

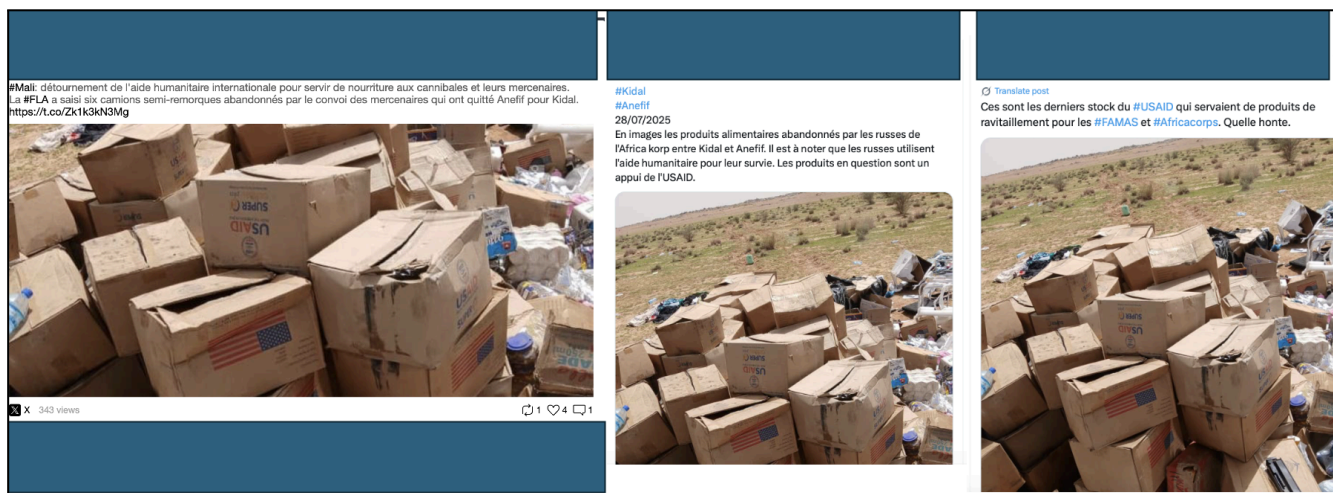
Allégations de détournement de l'aide impliquant des fournitures de l'USAID au Mali

Entre le 28 et le 30 juillet, trois publications issues de comptes individuels situés au Mali ont circulé sur les réseaux sociaux, partageant une même photo de cartons endommagés portant le logo de l'USAID, prétendument abandonnés entre Kidal et Anéfis. Selon les auteurs de ces publications, les vivres auraient été utilisés par des forces liées à la Russie (Africa Corps) ou par les Forces armées maliennes (FAMA), puis abandonnés.

Ces publications n'ont généré que 19 commentaires au total. L'authenticité des comptes à l'origine des messages est difficile à établir : l'un d'eux n'utilise pas de photo de profil identifiable et semble vaguement lié à un groupe armé actif dans le nord du Mali. Bien que les images diffusées soient identiques dans les trois publications, aucun élément ne permet de confirmer de manière indépendante le lieu, la date ou les circonstances de la prise de vue.

Parmi les 19 commentaires, 63 % ont exprimé du scepticisme ou ont rejeté les allégations de détournement. Plusieurs internautes ont critiqué directement les auteurs des publications, les accusant de diffuser de la désinformation, ou ont pris la défense des forces nationales contre les accusations d'usage abusif de l'aide. Certains ont souligné des incohérences apparentes ou se sont moqués de l'idée que des vivres américains puissent être consommés par du personnel russe.

En revanche, 37 % des commentaires ont soutenu ou jugé crédibles les allégations, avançant que les marques visibles de l'USAID pouvaient constituer une preuve de détournement ou suggérant une possible réorientation de l'aide sous influence étrangère. Un utilisateur a explicitement interprété cet épisode comme révélateur d'un phénomène plus large d'ingérence extérieure et de manipulation logistique dans les zones de conflit.



Ce que cela nous apprend

- Les réactions à ces images et aux allégations sensibles ont été partagées et politisées. L'absence d'informations vérifiables, combinée à la nature controversée des messages initiaux, a limité les possibilités d'un débat fondé sur des faits.
- Cette situation illustre les risques réputationnels auxquels peuvent être exposés les acteurs humanitaires lorsque leur image apparaît dans des contextes controversés. Bien que cet incident n'ait été détecté que trois fois sur les réseaux sociaux publics depuis des adresses IP maliennes, il est possible qu'il ait circulé plus largement sur des canaux privés — un phénomène qui échappe à l'analyse centrée sur les contenus et sentiments partagés publiquement.
- Pour les organisations d'aide, cet épisode souligne l'importance d'une communication transparente, du suivi rigoureux des chaînes d'approvisionnement, ainsi que d'une capacité de réponse rapide face aux potentielles campagnes de désinformation.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Malgré des problèmes techniques persistants affectant la collecte de données, les informations disponibles pour la période de deux semaines allant du 21 juillet au 3 août indiquent une reprise de l'engagement global autour des acteurs de l'aide humanitaire, par rapport au début du mois de juillet. Toutefois, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence, car certains contenus en provenance du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont pu échapper à la détection.

Le nombre de commentaires est passé de 105 durant la semaine du 21 au 27 juillet à 1 307 au cours de la semaine suivante (28 juillet – 3 août), en grande partie en raison de la vague de réactions à un incident tragique au Mali.

- Les **ONGL** ont concentré la majorité de l'engagement sur cette période, principalement en lien avec les publications exprimant des condoléances.
- Les **ONGI** ont connu une légère augmentation du volume de commentaires d'une semaine à l'autre, mais ont également été confrontées à une hausse des sentiments négatifs, en particulier en réaction à la suspension d'une organisation au Burkina Faso.
- Les **agences des Nations Unies**, quant à elles, ont enregistré un niveau d'engagement relativement faible sur l'ensemble de la période, avec seulement quelques commentaires négatifs.

Même si les comparaisons en pourcentage doivent être considérées avec prudence en raison des difficultés techniques affectant la collecte des données, les tendances disponibles indiquent que les ONG locales continuent de bénéficier d'une attention publique plus stable et globalement plus positive. À l'inverse, les organisations internationales restent plus exposées à des risques réputationnels, notamment lors d'épisodes de controverse.

Ces conclusions se fondent uniquement sur les contenus accessibles publiquement sur les réseaux sociaux. Elles ne tiennent pas compte de l'activité potentielle sur des plateformes privées ou cryptées.

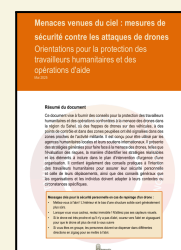
Autres ressources

La Coalition pour la protection de la santé en temps de conflit (SHCC) a recensé **22 incidents de violence ou d'obstruction des soins de santé au Burkina Faso en 2024**. Cinq professionnels de santé ont été tués et des fournitures médicales pillées. Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement bien plus importants. Les attaques contre les soins de santé, ainsi que la violence et l'instabilité en général, ont exacerbé les faiblesses du système de santé du pays. Des professionnels de santé ont été tués après avoir été accusés de collaboration avec des militants du JNIM. Près d'un établissement de santé sur trois a été touché par la violence, et des centaines d'entre eux ont fermé ou ont fonctionné au minimum de leurs capacités. Consultez la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#). Téléchargez les données.



Les drones armés constituent une menace croissante dans les situations humanitaires, et leur utilisation va certainement s'intensifier. Autrefois rares, ils sont désormais omniprésents dans les conflits. S'adapter à la menace croissante des drones implique de repenser les mesures de sécurité dans les contextes à haut risque. Insecurity Insight a publié un guide pratique qui rassemble les meilleures pratiques actuelles, disponible en [anglais](#) et [français](#). Voir également :

- À l'extérieur lorsqu'un drone est repéré : [anglais](#) | [français](#)
- À l'intérieur d'un bâtiment pendant une attaque de drone : [anglais](#) | [français](#)
- Conseils pour approcher un drone qui a atterri : [anglais](#) | [français](#)
- Préparation des déplacements, disponible en [anglais](#) | [français](#)



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org

Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/21Jul-03Aug2025SMMBriefFR>

Citation suggérée : **Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 21 juillet - 3 août 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/21Jul-03Aug2025SMMBriefFR>**

